



Munich Personal RePEc Archive

BANKING SYSTEM AND ECONOMIC GROWTH IN CAMEROON

Ekamena Ntsama, Nadine Sabine and Ngo Bilong, Adèle
Micheline and Alhadji, Abdoul Dani

the University of Maroua, the University of Maroua, the University
of Maroua

6 April 2022

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/112649/>
MPRA Paper No. 112649, posted 06 Apr 2022 15:03 UTC

Système Bancaire et Croissance Economique au Cameroun

Banking System and Economic Growth in Cameroon

Nadine Sabine EKAMENA NTSAMA

Faculté des Sciences Economiques et Gestion, Université de Maroua

nadia_ekamena@yahoo.fr

Adèle Micheline NGO BILONG

Ecole Nationale Supérieure des Mines et des Industries Pétrolières, Université de Maroua

adelebilong1@yahoo.fr

Abdoul Dani ALHADJI

Faculté des Sciences Economiques et Gestion, Université de Maroua

abdoulada@yahoo.fr

Résumé

Cette étude se propose d'évaluer l'effet du crédit bancaire accordé au secteur privé et de l'épargne intérieure brute sur la croissance économique au Cameroun. Nous utilisons la méthode des Moindres Carrés Ordinaires sur des données en séries chronologiques pendant une période allant de 1980 à 2019 provenant de la Banque Mondiale (WDI). Les principaux résultats montrent que le crédit accordé au secteur privé par les banques et l'épargne intérieure brute ont un effet positif et significatif sur la croissance économique au Cameroun sur la période d'étude. En somme, on constate l'existence d'un effet significatif du système bancaire sur la croissance économique au Cameroun entre 1980 et 2019. Il ressort la principale recommandation selon laquelle les décideurs politiques du pays doivent promouvoir le développement du système bancaire et mettre l'accent sur la restructuration du développement financier afin d'accélérer une croissance durable à court et à long terme.

Mots clés : Croissance économique, crédit privé, épargne intérieure brute, développement financier.

Abstract

This study aims to assess the effect of bank credit granted to the private sector and gross domestic savings on economic growth in Cameroon. We use the Ordinary Least Squares method on time series data for a period from 1980 to 2019 from the World Bank (WDI). The main results show that credit granted to the private sector by banks and gross domestic savings have a positive and significant effect on economic growth in Cameroon over the study period. In sum, we find the existence of a significant effect of the banking system on economic growth

in Cameroon between 1980 and 2019. It emerges the main recommendation that the country's political decision-makers must promote the development of the banking system and focus on restructuring financial development to accelerate sustainable short- and long-term growth .

Key-words : Economic growth , private credit , gross domestic savings, financial development

Introduction

La crise sanitaire liée au nouveau coronavirus combinant les chocs de demande et de l'offre ainsi que le choc de confiance sur les marchés en général et le marché financier en particulier devrait peser sur l'activité aussi bien mondiale que des différents pays les plus touchés, notamment à travers les dysfonctionnements des chaînes d'approvisionnement. Ainsi, selon les perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en Avril 2020 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale devrait connaître une forte concentration de 3,0% en 2020, contre une hausse de 2,9% en 2019. Cette crise a causé une baisse de taux de croissance du PIB dans la sous-région où on enregistre 2% en 2019 contre 1,6% en 2020. La croissance économique en Afrique subsaharienne a connu une baisse qui passera de 2,4% en 2019 à une fourchette entre -2,1 % et -5,1 % en 2020, ce qui constituera la première récession dans la région depuis 25 ans. Le Cameroun n'échappe pas à cette réalité d'où une baisse du taux du PIB de 0,8% entre 2018 et 2019 (4,1% en 2018 contre 3,3% en 2019) aussi une baisse de 2 % entre 2019 et 2020 soit 3,3% en 2019 contre 1,3% en 2020 (BEAC, 2020).

Pour remédier à cette baisse du taux de PIB, plusieurs stratégies sont définies et opérationnalisées, nous avons entre autres : la mise sur pied d'une politique économique qui consiste à développer les dispositifs infrastructurels, et le développement du secteur financier en tant que levier important pour augmenter le taux de croissance économique dans un pays (McKinnon et Shaw, 1973). En effet, malgré la tendance à la hausse de la désintermédiation bancaire dans de nombreux pays, le rôle des banques dans le financement reste essentiel à l'activité économique. Un secteur bancaire plus solide et plus rentable est capable de résister aux chocs défavorables et de contribuer à la stabilité économique de toute nation. L'objectif de cette étude est d'évaluer l'effet du système bancaire sur la croissance économique au Cameroun. Plus spécifiquement, il s'agit d'évaluer l'effet du crédit bancaire et de l'épargne intérieure brute sur la croissance économique au Cameroun.

2. Revue de littérature

Dans la littérature économique plusieurs études ont montré l'importance du développement du secteur financier dans la stimulation de la croissance économique. Levine (2005) souligne que les intermédiaires financiers engendrent la croissance économique, grâce à cinq fonctions. Ces cinq fonctions couvrent la production d'information sur les projets et allocations des ressources aux projets les plus bénéfiques, le suivi des investissements et le contrôle de la gestion des entreprises, la facilitation des transactions financières et commerciales et l'amélioration de la gestion des risques, la mobilisation de l'épargne et la facilitation des échanges des biens et services. Dans ses travaux sur un échantillon de 12 pays donc six développés et six autres en développement, Hays (2000) trouve que la relation entre le développement financier et la croissance économique dépend du niveau de développement atteint par le pays. En effet, les résultats de son étude montrent que le crédit bancaire a un effet négatif sur la croissance économique dans les pays en voie de développement, mais positif et significatif dans le cas des pays développés. Dans le même sens, Ousmanou (2017) a utilisé une spécification non linéaire sur un échantillon de 45 pays africains. Les résultats obtenus montrent que la libéralisation financière n'affecte que la croissance économique des pays ayant entrepris des réformes

institutionnelles améliorant le système éducatif, la stabilité macroéconomique et la gouvernance. Musamali, Nyamongo et Moyi (2014) après avoir analysé le lien entre le développement financier et la croissance dans 50 pays africains sur une période allant de 1980 à 2008 ont trouvé un lien de causalité à double sens entre le système financier et la croissance économique. Lonzo et Kabwe (2015) ont étudié l'effet de l'intermédiation financière sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sur une période allant de 2001 à 2012. Leurs résultats suggèrent que le développement financier a un effet positif et significatif sur la croissance économique. Beck et Levine (2004) montrent également que le niveau du développement financier, mesuré par les crédits accordés aux entreprises privées rapporté au PIB stimulent la croissance économique. Tabi, Njong et Neba (2011) ont analysé l'impact du développement financier sur la croissance économique au Cameroun et ont abouti au résultat selon lequel le développement financier a effet positif sur la croissance économique. Puatwoe et Piabuo (2017) trouvent qu'il existe une relation de long terme entre le développement financier et la croissance économique au Cameroun et qu'à court terme, le crédit fournit au secteur privé et l'investissement ont un impact positif sur la croissance économique.

En raison de la pluralité des travaux de recherche qui prouvent la relation positive entre le développement du secteur financier et la croissance économique, une autre littérature économique émergente remet en question la solidité de cette relation. À cet effet, Andersen et Tarb (2003) montrent que la relation positive entre le développement du secteur financier et le taux de croissance économique, mise en lumière par Levine et al (2000), ne se justifie pas lorsque ces auteurs limitent leur étude sur un échantillon composé uniquement des pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine (le coefficient du développement financier est négatif et non significatif). Ils affirment que les études menées sur les données temporelles propres à un pays ne permettent pas de mieux justifier la relation unidirectionnelle entre le développement financier et la croissance économique. Ram (1999) fait une étude sur un échantillon de 95 pays sur une période allant de 1960 à 1989. Ses résultats montrent un effet négatif et significatif du développement financier sur la croissance économique pour 56 sur 95 pays. Il trouve aussi que le lien entre le développement du secteur financier et le taux de croissance économique n'est positif que pour 9 pays sur 95 pays.

3. Méthodologie

3.1. Modèle

Le modèle utilisé pour évaluer l'effet du crédit bancaire accordé au secteur privé et de l'épargne intérieure brute sur la croissance économique au Cameroun est emprunté des modèles théoriques de Solow-Swan (1956) de la fonction de production de Cobb-douglas et du modèle de la croissance endogène développé par Pagano (1993). Dans ce modèle, nous avons introduit des indicateurs du système bancaire. Notre modèle peut se présenter sous la forme suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 CIFS_t + \beta_2 EIB_t + \beta_3 DPB_t + \beta_4 OUV_t + \beta_5 INF_t + \beta_6 TXCH_t + \beta_7 IDE_t + \varepsilon_t$$

Avec : Y_t , le PIB; β_0 , la constante ; IDE_t , Investissement direct étranger ; DPB_t , le taux de dépenses publiques ; OUV_t , le taux d'ouverture commerciale ; INF_t , le taux d'inflation de

l'année d'étude ; $TXCH_t$, le taux de change ; $CIFSP_t$, le taux de crédit au secteur privé accordé par la banque ; EIB_t représente le taux d'épargne interne.

3.2. Source de données et présentation des variables

Les données de cette étude sont issues de la Banque Mondiale. L'étude couvre la période allant de 1980 à 2019, soit 40 ans (WDI, 2020). Ce choix se justifie par le souci d'intégrer les diverses évolutions qu'ont connu la politique du crédit et d'épargne interne au sein de la sous-région, de la zone CEMAC plus particulièrement au Cameroun. Les variables d'intérêts seront représentées par les variables relatives au système financier particulièrement au système bancaire. Nous avons considéré dans notre étude le crédit fourni au secteur privé par les banques et l'épargne intérieure brute :

- Le taux du crédit accordé au secteur privé par les banques (CIFSP) : est un indicateur qui mesure le rapport entre le montant de crédit accordé aux entreprises privées par les banques et le PIB. Ce ratio permet de mesurer le niveau d'activité des intermédiaires financiers de l'exercice et de leur fonction de canalisation d'épargne (Beck et Levine, 2004). Dans notre étude, nous allons utiliser le ratio du crédit accordé au secteur privé par les banques au PIB. Pour le calculer, nous allons adopter la démarche proposée par (Laurent, 2014).

- L'épargne intérieure brute (EIB) : est un indicateur qui permet de mesurer les actifs liquides du système financier rapportés au PIB. Le choix de cet indicateur se justifie par sa pertinence à rendre compte des progrès de l'intermédiation financière en ce sens que c'est à travers la croissance des dépôts à terme et d'épargne que les banques sont supposées à pouvoir pleinement jouer leur rôle de promoteur de l'épargne financière d'une part et d'allocation optimale des ressources dans l'économie d'autre part (Keho, 2012 ; Diandy, 2018).

Nous utilisons les variables de contrôles couramment rencontrées dans la littérature économique, et qui permettent de prendre en compte les spécificités de chaque pays. Il s'agit du taux de change, du taux d'investissement direct étranger, du taux de dépenses publiques, du taux d'ouverture commercial et du taux d'inflation.

- Le taux de change (TXCH) : est le prix relatif d'une monnaie par rapport à une autre. Dans notre étude, le taux de change est mesuré par le taux de change au comptant.
- Le taux d'investissement direct étranger (IDE) : L'investissement net dans le secteur public non financier comprend les immobilisations, les stocks, les objets de valeur et les actifs non produits.
- Le taux de dépenses publiques (DPB) : est un indicateur de la stabilité macro-économique. Il est déterminé en pourcentage du PIB. Nous nous attendons à une relation négative entre la croissance économique et les dépenses publiques (Fischer, 1993).
- Le taux d'ouverture du commerce (OUV) : l'étude empirique sur la croissance économique a montré que l'ouverture au commerce international est un facteur de la croissance économique (Grossman et Helpman, 1992). En effet, l'ouverture au commerce international stimule la croissance des exportations et accroît la disponibilité des importations d'intrants et de machines, accélérant ainsi le transfert de nouvelles idées entre les pays. Dans notre étude, l'indicateur de l'ouverture des échanges est le ratio des

exportations et les importations sur le PIB. Nous nous attendons à ce que l'ouverture commerciale stimule croissance économique.

- Le taux d'Inflation (INF) : il est aussi inclus comme indicateur de la stabilité macroéconomique. La théorie économique et la littérature empirique suggèrent que l'instabilité macroéconomique ne stimule pas la croissance économique (Fischer, 1993 ; Bruno et Easterly, 1998). Notre indicateur l'inflation peut être représenté par le taux annuel en pourcentage. Le coefficient de l'inflation devrait être négatif.

3.3. Tests envisageables et méthode d'estimation

Granger et Newbold (1974) attirent l'attention sur le risque d'autocorrélation des erreurs auxquels les modèles de régression classique font face. Pour remédier à ce risque d'auto corrélation des erreurs, nous allons étudier la stationnarité de notre série. Par ailleurs, le traitement de séries chronologiques longues impose de tester une éventuelle cointégration entre les variables. En effet, le risque d'estimer des relations « fallacieuses » et d'interpréter les résultats de manière erronée est très élevé. Lorsque les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, alors la procédure est arrêtée, et par conséquent, il n'y a pas de risque de cointégration entre les variables.

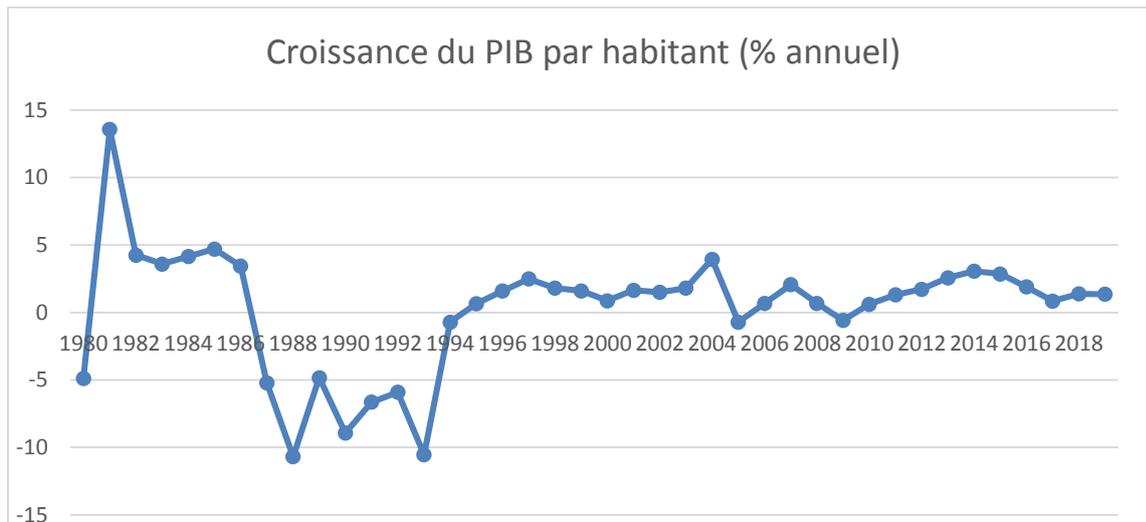
4. Résultats

4.1. Évolution de quelques agrégats économiques

4.1.1. Evolution de la croissance économique Camerounaise (1980-2019)

La figure 1 présente la courbe d'évolution du PIB réel par habitant au Cameroun sur une période allant de 1980 à 2019. Nous remarquons une fluctuation très élevée entre 1981 et 1982. Cette fluctuation peut être le résultat d'une stabilité financière ou de l'introduction d'un investissement direct étranger dans un secteur porteur de la croissance ou encore l'application d'une politique de réduction de taxe dans le but d'améliorer le climat d'affaire au Cameroun. Par contre, cette courbe nous présente une récession entre 1987 et 1994 de l'économie camerounaise durant cette période. Cette récession peut être due à la chute de 45% des prix internationaux des produits d'exportation comme le pétrole, café, du coton et cacao. Durant cette période, on constate également la dépréciation du dollar par rapport au Franc CFA ou encore la hausse du taux d'inflation, des déficits commerciaux que le Cameroun a connus pendant cette période. La courbe d'évolution du PIB réel par habitant nous présente également une faible fluctuation du PIB réel par habitant entre 1995 jusqu'en en 2019 au Cameroun. Cette situation peut être expliquée par la maîtrise des politiques économiques ou encore par la présence d'une stabilité économique.

Figure 1 : Evolution de la croissance économique au Cameroun (1980-2019)

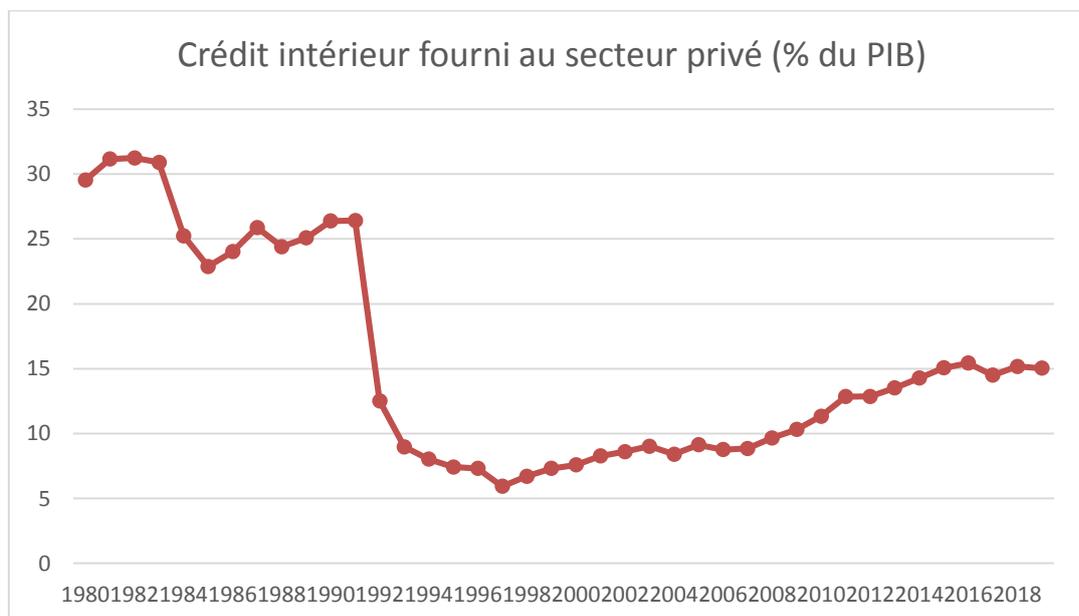


Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

4.1.2. Évolution du crédit accordé par les banques au secteur privé au Cameroun (1980-2019)

La figure 2 nous permet de montrer la tendance d'évolution du crédit fourni au service privé par les banques au Cameroun entre 1980 et 2019.

Figure 2: Evolution du crédit fourni au secteur privé au Cameroun (1980-2019)



Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

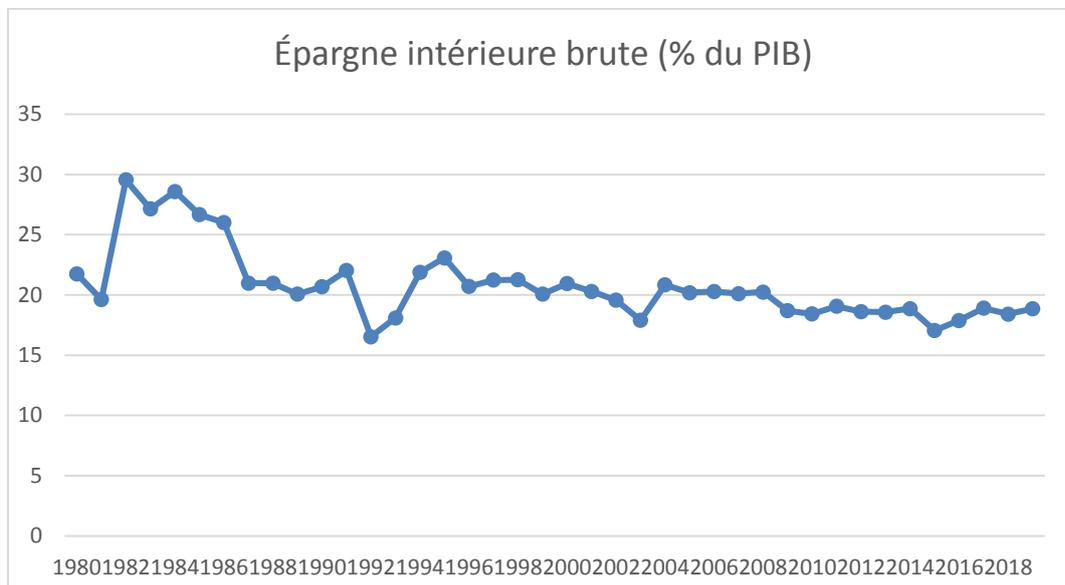
Le graphique montre une forte augmentation du taux crédit fourni au secteur privé par les banques entre 1980 et 1983 au Cameroun. Cette augmentation du taux de crédit peut être due à une baisse du taux d'intérêt d'une part ou aux financements des projets productifs. Par contre entre 1990 et 1996, il y a une baisse du taux de crédit fourni au secteur privé par les banques au Cameroun. Cette baisse peut être causée par l'application du Programme d'Ajustement Structurel par les pays en développement en 1993 car ce programme a permis d'améliorer la situation économique de ces pays par l'augmentation du taux de masse monétaire en économie et cette situation a baissé le taux de crédit interne octroyé par les banques au secteur privé. Car

pendant cette période, la courbe d'évolution de crédit fourni au secteur privé par les banques est à son niveau minimal. De 1999 en 2019, il y a une évolution à la hausse, cette situation peut être due aux financements massifs des projets viables et productifs ou à la diminution du taux d'intérêt moyen par les banques.

4.1.3. Évolution de l'épargne au Cameroun (1980-2019)

La figure 3 nous présente la courbe d'évolution du taux d'épargne intérieure brute au Cameroun sur une période allant de 1980 à 2019. Il y a une forte fluctuation du taux d'épargne sur cette courbe entre 1981 et 1985. Cette situation peut être due à une augmentation du niveau de revenu sur cette période. A partir de 1995 jusqu'en 2019, on constate une baisse du taux d'épargne. Cette situation peut être expliquée par l'application d'une politique monétaire qui vise à lutter contre la surliquidité bancaire.

Figure 3 : le graphique d'évolution de l'épargne au Cameroun (1980-2019)



Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

4.2. La matrice de corrélation des variables

Cette matrice est contenue dans le tableau 1

Tableau 1 : la matrice de corrélation entre les variables

	PIB	CIFSP	EIB	DPB	IDE	INF	OUV	TXCH
PIB	1.0000							
CIFSP	-0.0544	1.0000						
EIB	0.2175	0.5139*	1.0000					
DPB	0.4067	-0.2493	-0.6118*	1.0000				
IDE	0.3928	-0.0094	-0.0948	0.5040*	1.0000			

INF	0.2353	0.2559	0.5334*	-0.2245	-0.0145	1.0000		
OUV	0.6428*	0.0870	0.4061	0.1556	0.4150	0.2143	1.0000	
TXCH	0.1082	0.4801	0.6927*	-0.6041*	-0.1286	0.5620*	0.1486	1.0000

Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

Nous observons une corrélation positive entre le taux d'ouverture commerciale (OUV) et la croissance économique (PIB). L'ouverture commerciale est donc positivement liée à la croissance économique au Cameroun sur notre période d'étude. Ce résultat peut s'expliquer par le fait qu'une ouverture commerciale attire les investisseurs étrangers parce qu'un pays qui décide d'appliquer la politique de libre échange réduira ses droits de douane et cela incite l'entrée du capital étranger à l'intérieur du pays. Cette matrice de corrélation souligne aussi une corrélation négative entre le taux d'épargne intérieure brut (EIB) et le taux de dépense publique (DPB) sur notre période d'étude. En effet, toute augmentation des dépenses engendre la réduction du montant d'épargne disponible, dans cette situation on constate une augmentation de besoin en consommation.

Il y a une corrélation négative entre le taux de change (TXCH) et le taux de dépense publique (DPB). Cette corrélation négative peut s'expliquer par le fait qu'une augmentation du taux d'inflation entraîne une hausse des prix des produits étrangers. Cela rend la dépense publique coûteuse en biens importés et engendre sa réduction pendant une période donnée. Si le pouvoir public décide de dépenser en biens locaux, il va constater l'augmentation de son niveau de dépense locale.

Nous remarquons aussi une corrélation positive entre le taux d'épargne intérieure brut (EIB) et le taux des crédits fournis au secteur privé par les banques (CIFSP). A cet effet, on observe une liaison positive entre ses deux variables financières. Ce résultat peut être causé par le fait que toute augmentation du taux de crédit octroyé par le système bancaire va engendrer la réduction du taux disponible d'épargne. De plus toute augmentation du taux d'intérêt lié à l'activité de l'épargne va inciter les agents économiques à épargner plutôt qu'à investir. De même, pour les emprunteurs, toute diminution d'un taux d'intérêt lié à l'action de l'emprunt, incitera les agents à investir que d'épargner.

Le taux d'inflation est positivement lié à l'épargne intérieure brute au Cameroun sur notre période d'étude. Cette liaison positive peut s'expliquer par l'augmentation des produits des biens locaux lorsque le taux d'inflation augmente, et de même on va constater une augmentation du taux d'intérêt qui va pousser les agents économiques à épargner au lieu d'investir. On observe de même une corrélation positive entre le taux de change (TXCH) et le taux de l'épargne intérieure brut (EIB). Ce résultat peut aussi s'expliquer par le fait que toute augmentation du taux de change permet l'appréciation de la monnaie locale et l'augmentation du taux d'intérêt lié à l'action de l'épargne. Il y a une corrélation positive entre le taux de l'investissement direct étranger (IDE) et le taux de dépense publique (DPB). Cette corrélation positive entre ces deux variables peut s'expliquer par le fait que toute augmentation d'un taux d'investissement direct étranger va engendrer l'augmentation de recettes publiques par le biais de taxe reçue par les pouvoirs.

4.3. Résultats des tests

4.3.1. Étude de la stationnarité des variables

La vérification de la fiabilité des données est faite par un test de racine unitaire, en l'occurrence le test de Dickey Fuller Augmenté (DFA). Les résultats du test sont contenus dans le tableau 2.

Tableau 2 : Test de DFA

Variabes	Probabilité	Statistique calculée	Valeur critique 5%	Stationnarité	Ordre d'intégration
PIB	0.0000	-11.39132	-2.941145	Oui	I (1)
CIFSP	0.0004	-4.774043	-2.941145	Oui	I (1)
EIB	0.0007	-4.722063	-2.967767	Oui	I (1)
DPB	0.0000	-11.52171	-2.941145	Oui	I (1)
IDE	0.0000	-12.20071	-2.941145	Oui	I (1)
INF	0.0000	-6.882846	-2.943427	Oui	I (1)
OUV	0.0000	-6.632998	-2.941145	Oui	I (1)
TXCH	0.0000	-5.573977	-2.941145	Oui	I (1)

Source : Auteurs à partir de WDI (2020).

Le données sont de bonnes qualité si elles ne présentent aucune racine unitaire (elles sont dites stationnaires à niveau et notées I(0)) ou, si elles possèdent une racine unitaire, il suffit d'une différenciation pour les rendre stationnaires (elles sont dites intégrées à l'ordre 1 et notées I(1)). Les résultats montrent que toutes les variables sont intégrées à l'ordre 1.

4.3.2. Test de cointégration de Johansen

Le test de cointégration de Johansen permet de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables de l'étude. A partir du tableau des résultats (tableau 3), l'hypothèse « none » (il n'existe aucune relation entre les variables) est marquée d'une étoile sur cinq variables et doit donc être rejetée, la *trace statistic* montre qu'il existe une cointégration entre 5 des 7 variables du développement financier et la croissance économique au Cameroun: il existe donc bel et bien une relation de long terme entre nos variables.

Tableau 3 : Test de cointégration de Johansen

Unrestricted Cointegration Rank Test (TRACE)				
Variabes	Hypothesized no. Of CE(s)	Trace statistic	Prob.**	Résultats

CIFSP	None *	21.55208	0.0054	Cointégration
EIB	None	14.61080	0.0676	Pas de cointégration
DPB	None	12.82312	0.1215	Pas de cointégration
IDE	None *	20.04811	0.0096	Cointégration
INF	None *	18.07688	0.0200	Cointégration
OUV	None *	16.88601	0.0307	Cointégration
TXCH	None *	21.44502	0.0056	Cointégration
*denote rejection of the hypothesis at the 0.05 level				

Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

4.3.3. Le test de causalité au sens de Granger

Tableau 4 : Test de causalité

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
CIFSP	8.608567	2	0.0135**
EIB	23.44408	2	0.0000***
DPB	14.23518	2	0.0008***
IDE	25.11387	2	0.0000***
INF	13.84322	2	0.0010***
OUV	4.872371	2	0.0875*
TXCH	9.614865	2	0.0082**
All	72.90972	14	0.0000***

Variable dépendante : PIB

***, **, * sont respectivement les seuils de significativité à 1%, 5%, 10%

Source : Auteurs à partir de WDI (2020).

Le tableau 4 montre la causalité entre les variables. On observe dans ce tableau que la probabilité du taux des crédits fournis au secteur privé par les banques (Pro. CIFSP=0.0135) est inférieure au seuil de 5%, alors on peut conclure que le taux des crédits fournis au secteur privé par les banques explique la croissance économique au Cameroun au seuil de 5%. Il en est de même pour le taux de change où sa probabilité (Pro. TXCH=0.0082) est aussi inférieure au seuil de 5%, à cet effet, on peut dire que le taux de change explique la croissance économique au Cameroun au seuil de 5%. De même la probabilité du taux d'épargne intérieure brut (Pro. EIB=0.0000) est inférieure au seuil de 1%, cela traduit que l'épargne intérieure brut explique le PIB au seuil de 1%. Le taux d'épargne intérieure brute a donc un effet significatif sur le taux de croissance économique au Cameroun au seuil de 1%.

4.3.4. Test d'autocorrélation de Breusch et Godfrey

Tableau 5 : Résultats du test de Breusch et Godfrey

Test de Breusch et Godfrey			
F-statistic	1.034500	Prob. F(1,31)	0.8539
Obs*R-squared	5.044466	Prob. Chi-Square(1)	0.8330

Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

Le tableau 5 nous montre que la probabilité de F-statistic (**0.8539**) est supérieure au seuil de signification de 5%, nous pouvons dire qu'il n'y a pas d'autocorrélation dans le modèle.

4.4. Estimation du modèle par la méthode de Moindres Carrés Ordinaires

Les résultats de cette étude montrent que toute augmentation d'une unité du taux de crédit fournie au secteur privé par les banques engendre une augmentation de 0,17 du taux de croissance économique (PIB) au Cameroun sur notre période d'étude. Il existe donc une relation positive entre le taux de crédit fourni au secteur privé par les banques et la croissance économique au Cameroun. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'une augmentation du crédit fourni au secteur privé permet d'accroître le niveau de la croissance économique d'un pays à travers le financement des investissements privés et publics rentables. Si le crédit fourni au secteur privé est orienté vers le financement des projets productifs et porteurs, alors ce crédit engendre la croissance à long terme. Ces résultats corroborent avec ceux de Beck et Levine (2004) ; Levine (2005) ; Puatwoe et Piabuo (2017).

Le taux d'épargne interne brut contribue significativement à la variation du PIB. En effet, toute variation à la hausse d'une unité du taux d'épargne intérieure brut engendre une augmentation de 0.85 du taux de croissance économique au Cameroun sur notre période d'étude. Ceci peut être expliqué par le fait que le taux d'épargne intérieure brute octroyé sous forme de crédits orientés dans l'investissement des projets productifs est rentable à court et à long terme. A cet effet, on peut dire que le système bancaire stimule la croissance économique au Cameroun via l'épargne intérieure brute. Ces résultats corroborent avec ceux de Puatwoe et Piabuo (2017) et contredisent ceux de Ngono (2009).

Le taux d'ouverture commerciale influence positivement et significativement la croissance économique au Cameroun. Ce résultat peut se justifier par le fait que l'ouverture commerciale facilite les échanges avec le reste du monde, attire les investissements directs étrangers et crée un bon climat d'affaire. Quant au taux d'inflation, il n'influence pas le taux de croissance économique au Cameroun sur notre période d'étude. Le taux de dépense publique a un effet positif et significatif sur le taux de croissance économique au Cameroun. Toute variation à la hausse du taux de dépense publique d'une unité va engendrer une augmentation de 1.21 du taux de croissance économique au Cameroun. Ceci peut justifier le fait que les projets de grande envergure et la taille du système bancaire permettent d'allouer des crédits aux investisseurs et par ricochet ceci entraîne un effet important sur la croissance économique au Cameroun.

Le taux d'investissement direct étranger a un effet négatif mais non significatif sur le taux de croissance économique au Cameroun. Ceci peut se justifier par la non corrélation entre le taux

de l'IDE et les services du système bancaire. Le taux de change influence positivement et significativement la croissance économique au Cameroun. Toute variation à la hausse du taux de change d'une unité va engendrer une augmentation de 4.60 du taux de croissance économique (PIB) au Cameroun sur notre période d'étude. Ceci peut s'expliquer par le fait que le taux de change facilite les échanges avec le reste du monde, attire les investissements directs étrangers et crée un bon climat d'affaires s'il est appréciable.

Tableau 6 : Estimation du modèle par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-148.0151	29.11494	-5.083821	0.0000
CIFSP	0.177090	0.069815	-2.536566	0.0163
EIB	0.852283	0.322733	2.640830	0.0127
DPB	1.219716	0.259348	4.703009	0.0000
IDE	-0.274653	0.467759	-0.587167	0.5612
INF	-0.046837	0.090857	-0.515501	0.6097
TXCH	4.60E+08	1.95E+08	2.355382	0.0248
OUV	0.144166	0.070106	2.056396	0.0480

Source : Auteurs à partir de WDI (2020)

5. Conclusion

L'objectif de cette étude était d'évaluer l'effet du système bancaire sur croissance économique au Cameroun, en particulier il s'agit d'analyser l'influence des crédits fournis au secteur privé par les banques d'une part et de l'épargne intérieure brute d'autre part sur la croissance économique au Cameroun. Les résultats montrent qu'une augmentation du crédit fourni au secteur privé permet d'accroître le niveau de croissance économique au Cameroun à travers le financement des investissements privé et public rentables. Si le crédit fourni au secteur privé est orienté vers le financement des projets productifs et porteur, alors ce crédit engendre la croissance à long terme. De même, le taux d'épargne intérieure brut octroyé sous forme des crédits orientés dans l'investissement des projets productifs est rentable à court et à long terme. A cet effet, on peut dire que le système bancaire stimule la croissance économique au Cameroun via le crédit fourni au secteur privé et à l'épargne intérieure brute. Le taux d'ouverture commerciale, le taux de dépense publique et le taux de change influencent positivement et significativement la croissance économique au Cameroun. Ce n'est pas le cas du taux d'inflation et du taux d'investissement direct étranger. Les résultats de ces travaux, respectent la fonction de la facilitation des échanges et des biens et services qui nécessite l'octroi du crédit au secteur privé avec une bonne allocation des ressources chose qui stimulera l'augmentation de la productivité du capital et par conséquent la croissance économique d'un pays . Dans l'ensemble, ces résultats fournissent un certain nombre de recommandations de politiques

économiques. En effet, les décideurs politiques du pays doivent promouvoir le développement du système bancaire et mettre l'accent sur la restructuration du développement financier afin d'accélérer une croissance durable à court et à long terme. La corrélation entre les indicateurs du système bancaire et la croissance économique nous amène également à suggérer que l'accent soit mis sur la qualité des institutions et la supervision financière.

References bibliographiques

Andersen, T.B., Tarb, F. (2003), « Financial Liberalization, Financial Development and Economic Growth » in LDCs, *Journal of International Development*, Vol. 15, pp. 189-209.

Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), 2020 : Bulletin Economique et Statistique n°06-mars 2020.

Beck, T. et R. Levine (2004), « Stock Markets, Banks and Growth : Panel Evidence », *Journal of Banking and Finance*, 423-442.

Bruno, M., Et Easterly, W.(1998), « Inflation crises and long-run growth ». *Journal of Monetary Economics*, 41, 3-26.

Diandy, I. Y. (2018), « Développement financier, institutions et croissance en Afrique subsaharienne : cointégration et causalité par les VAR en panel. » *Finance et Finance Internationale*, n°10.

Fisher, R.J. (1993) Social Desirability Bias and the Validity of Indirect Questioning. *Journal of Consumer Research*, 20, 303-315.

Granger, C. W. J., and P. Newbold, "Spurious Regressions in Econometrics," *Journal of Econometrics* 2, 1974, 111-120.

Grossman G.M. et Helpman E.(1991), « Quality Ladders in the Theory of Growth » *The Review of Economic Studies*, vol. 58, n° 1, pp 43-61.

Haye M. (2000), «Banques et croissance : Examen critique et analyse en données de panel» Papier présenté aux *17èmes Journées Internationales d'Economie Monétaire et bancaire* Lisbonne, 7, 8, et 9 juin 2000.

Keho, Y. (2012), « Le Rôle des Facteurs Institutionnels dans le Développement Financier et Economique des Pays de l'UEMOA. » *Revue Economique et Monétaire* vol. 12. pp 9-43.

Laurent, G. (2014), « Does Islamic Finance Spur Banking Sector Development? » *Journal of Economic Behavior and Organization* 103, Supplement Special Issue on Islamic Finance, (July): S4-S20.

Levine R. (2005), « Finance and Growth: Theory and Evidence », in *Handbook of Economic Growth*, Aghion P. et Durlauf S. (éd.), chapitre 12, Elsevier Publishers.

Levine, R., Loayza N. et Beck T. (2000), « Financial Intermediation and Growth: Causality and Causes », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 46, N₁, pp. 31-77.

Lonzo, L. G., et Kabwe, O. F. (2015), « Intermédiation financière et croissance économique en République Démocratique du Congo », *MPRA Paper* no. 61261, janvier.

McKinnon R. I. et Shaw (1973), « Money and Capital in economic development », *The brooking institution*, Washington D.C.

Musamali, A. R., Nyamongo, M. E., et Moyi, D. E. (2014), « The relationship between financial development and economic growth in Africa », *Research in Applied Economics*, vol.6, pp.190-208.

Ngono N.A. (2003), « Intermédiation bancaire et croissance économique au Cameroun » Maîtrise en économie monétaire et bancaire, Traductions.

Ousmanou, N. (2017). Financial liberalization and growth in African economies: The role of policy complementarities, *Review of Development Finance*, vol. 7, pp. 73-83.

Puatwoe J. T. et Piabuo S. M., “Financial sector development and economic growth: evidence from Cameroon”, *Financial Innovation* (2017) 3:25 .

RAM, R. (1999), « Financial Development and Economic Growth: Additional Evidence », *The Journal of Development Studies*, 35(4) : 164-174.

SOLOW, R.M. (1956), «A contribution to the theory of Economic Growth», *Quarterly Journal of Economics*, 70, pp. 65-94.

SWAN,T.W.(1956),«Economic growth and capital accumulation», *Economie Record*, 32, pp. 334-61.

Tabi A, Njong A, Neba C (2011). Financial development and economic growth in Cameroon. *Journal of Economics and International Finance* Vol 3(6):367–375.